



PAROLES OMERO MARONGIU-PERRIA,

sociologue, spécialiste du rapport au religieux chez les jeunes musulmans, et formateur

« Aider les musulmans à aborder leurs textes de manière critique »

« Nous devons contrer la diffusion tous azimuts, notamment sur Internet, de discours musulmans de rupture avec le monde. Les jeunes qui partent en Syrie rêvent d'un "entre-soi" musulman. Il faut travailler avec les responsables musulmans pour qu'ils soient capables de déconstruire ce fantasme. Aujourd'hui, on n'explique plus aux musulmans la sémantique coranique, ni les filtres historiques et culturels qui leur permettraient d'aborder les textes de manière critique. Il faut aussi renouer avec une compréhension saine du fait religieux, de sa dimension historique et de son expression dans l'espace public, et offrir aux enfants, dès l'école primaire, une information claire, décentrée et historique. Tant que les programmes scolaires en resteront à n'aborder l'islam qu'à travers les croisades et le djihad, on ne s'en sortira pas. »

RECUEILLI PAR ANNE-BÉNÉDICTE HOFFNER

[SUR LA-CROIX.COM](http://SUR-LA-CROIX.COM) Retrouvez l'intégralité de l'entretien

VU D'ALLEMAGNE

Dans la Hesse, on travaille sur la réinsertion

► Dans la Hesse, une région du centre-ouest de l'Allemagne, une association prend en charge des jeunes de retour de Syrie ou d'Irak.

► Un travail de longue haleine, dont la réussite dépend aussi de la société civile.

BERLIN

De notre correspondante

L'alerte est souvent donnée par les proches. Parfois, par les services de sécurité. Il faut alors appréhender, via des tiers, la personnalité de ce jeune adulte qui, parfois, n'est pas encore sorti de l'adolescence. « Chaque cas est unique », souligne Thomas Mücke, qui dirige le réseau allemand de prévention de la violence (VPN). Depuis juillet, dans la Hesse, son équipe intervient auprès de jeunes musulmans de retour de Syrie ou d'Irak. Ils seraient 120 au niveau national. Elle travaille aussi en amont, quand le djihad n'est encore qu'une tentation. Le programme, financé par la région, est unique en Allemagne.

Le plus difficile, observe Thomas Mücke, est d'établir le contact. Les « naïfs », partis « aider leurs frères et sœurs », reviennent « traumatisés » et s'enferment dans le mutisme. Ceux qui comptent poursuivre sur la voie de la violence s'interdisent tout contact extérieur. « Un individu radicalisé est géné-

ralement prisonnier d'une pensée en noir et blanc, explique Thomas Mücke. Il y a les croyants et les non-croyants, les frères et les ennemis. »

Il faut « s'armer de patience » pour « gagner la confiance », observent Tarkan et Fazil (1), deux conseillers du VPN. Il leur arrive de glisser des mots sous une porte, des semaines durant, jusqu'à ce qu'elle s'ouvre enfin. L'approche peut aussi se faire à la salle de fitness ou au club de sport, où l'on devient « un visage familier ». La mosquée est un autre lieu privilégié. La prise de contact est plus délicate encore quand la personne est placée en détention préventive à son retour.

Leur « crédibilité », Tarkan et Fazil la tirent d'abord de leur biographie. Nés en Allemagne de parents turcs, les deux hommes prient « cinq fois par jour ». Ils ont grandi dans des « quartiers sensibles » avant d'étudier la théologie. Ses premières expériences avec des jeunes tentés par l'extrémisme musulman, Tarkan les a acquises au sein même de sa famille.

Petit à petit, par la discussion, ils amènent le jeune djihadiste à douter. « Il s'agit, sans jamais adopter la posture du maître, de l'aider à lire le Coran autrement, et à comprendre que l'islam est une religion, pas une idéologie », explique Fazil. Des cercles de lecture sont organisés, jusqu'à quatre fois par semaine, pour « lui donner l'occasion

de rencontrer des musulmans, qui, comme lui, chérissent leur religion, mais n'ont pas choisi la voie de la violence ».

« Le salafisme leur donne le sentiment d'appartenir à un collectif très puissant. Il faut leur offrir un autre horizon, si possible avant leur départ. »

« À son retour, le jeune doit pouvoir s'inscrire dans un nouvel environnement car il reste soumis à une forte pression », confirme Thomas Mücke. Si les personnes qui l'ont recruté vivent dans le voisinage, un déménagement peut être envisagé. Le rôle de la famille est déterminant. « Quand un enfant parti en Syrie appelle sa mère, ou qu'il revient, l'erreur fréquente consiste à lui faire des reproches, observe le directeur du VPN. Aller à la confrontation ou menacer de le dénoncer est contre-productif. Il faut lui dire qu'il est aimé, qu'il manque, qu'on a besoin de lui et qu'on est là pour lui. » Des attaches qui l'aideront à « reprendre pied dans la réalité », à « imaginer un avenir en dehors du djihad ».

Aujourd'hui, Thomas Mücke déplore le manque de moyens. « Il

y a en Allemagne un profond déficit d'interlocuteurs pour les jeunes tentés par le djihad », estime-t-il. En 2012, l'office fédéral des migrations et des réfugiés (BAMF), qui dépend du ministère de l'intérieur, a mis en place un partenariat avec quatre organisations, dont le VPN, pour conseiller et accompagner les familles d'adolescents tentés par le radicalisme musulman. Mais seul le programme de la Hesse agit directement auprès des protagonistes.

Pourtant, le dialogue est salubre, assurent les professionnels du VPN. « Ces jeunes adultes ont en commun d'être en recherche d'identité, d'une place dans la société, relève Thomas Mücke. Le salafisme leur donne le sentiment d'appartenir à un collectif très puissant. Il faut leur offrir un autre horizon, si possible avant leur départ. » La solution ne peut être répressive, dit-il, car rassembler des preuves s'avère quasi impossible. Reste une difficulté de taille. « Quand ces jeunes s'éloignent de ce milieu, ils veulent qu'on leur donne une chance, note Fazil. Mais la société a peur. Le sentiment de rejet est un cocktail destructeur. Seule la réinsertion est un gage de sécurité à long terme. »

CAMILLE LE TALLEC

(1) Les prénoms ont été modifiés à leur demande.

REPÈRES

LE PROJET DE LOI ANTITERRORISTE

Voté en première lecture par les députés le 18 septembre dernier, le projet de loi antiterroriste prévoit une série de mesures :

- L'interdiction de quitter le territoire, avec confiscation des documents d'identité, pour tout ressortissant français soupçonné de vouloir participer à des activités terroristes à l'étranger.
- La création d'un délit d'« entreprise terroriste individuelle » dans le cas d'un projet criminel caractérisé par la détention d'objets ou de substances dangereuses et par un second élément matériel (engins explosifs, consultation de sites faisant l'apologie du terrorisme, etc.).
- La possibilité offerte aux autorités administratives de demander aux fournisseurs d'accès de bloquer l'accès aux sites Internet faisant l'apologie du terrorisme.
- L'adaptation des moyens d'enquêtes. Il s'agit de permettre aux officiers de police judiciaire d'accéder à des données stockées à distance ou sur des terminaux mobiles.